

RAPPORT ITIE 2023

TRANSACTIONS LIÉES AUX ENTREPRISES D'ÉTAT

INTRODUCTION

Les entreprises publiques du Cameroun jouent un rôle fondamental dans l'exploitation des ressources extractives (pétrolières, gazières et minières), en particulier dans le secteur extractif. Ces entreprises, telles que **SONAMINES (Société Nationale des Mines)** et **SNH (Société Nationale des Hydrocarbures)**, sont responsables de la gestion des ressources extractives (pétrolières, gazières et minières) et des paiements effectués à l'État.

Cette note explique les points principaux relatifs à la collecte des paiements, leur divulgation, et les procédures d'assurance convenues pratiquées par ces entreprises d'Etat au Cameroun.

1. PAIEMENTS INFRANATIONAUX

Les paiements infranationaux concernent les recettes collectées au niveau local, principalement via des taxes appliquées aux produits extraits. Le rapport ITIE 2023 décrit que ces paiements se produisent dans deux domaines clés :

1. La taxe sur le transport des produits de carrières :

Chaque entreprise extractive est tenue de payer une taxe sur les matériaux extraits transportés par route. Cette taxe varie en fonction de la capacité des camions de transport, avec des montants allant de 1 000 à 3 000 FCFA par voyage, selon les spécifications légales.

2. Autres taxes communales :

Ces taxes concernent principalement l'exploitation des carrières, avec des recettes qui devraient être utilisées pour soutenir les communautés locales affectées par l'exploitation minière.

Cependant, il existe des difficultés dans la systématisation de ces paiements, en raison de leur faible traçabilité et d'une publication limitée des recettes dans certaines régions. En effet, le rapport ITIE 2023 a souligné plusieurs défis relatifs à la faible traçabilité des recettes générées par les entreprises d'État, ainsi qu'à une publication limitée des données financières, notamment dans les régions. Cette situation résulte de plusieurs facteurs qui contraignent la gestion transparente des ressources extractives.

1. Causes de la faible traçabilité

Le rapport met en lumière que la traçabilité des paiements est insuffisante en raison du :

● Manque de mécanismes centralisés de suivi :

Les paiements effectués par les entreprises ne sont pas toujours correctement centralisés, ce qui empêche un suivi efficace des recettes générées.

● Absence de réglementations claires et harmonisées :

Certaines pratiques locales dans les régions minières, notamment l'exploitation artisanale, échappent aux mécanismes de traçabilité habituels. Par exemple, une partie des recettes provenant de l'exploitation de l'or artisanal et d'autres minéraux ne sont pas correctement documentées ni enregistrées

- Problèmes de coordination entre

les entités collectrices de données : Il existe des difficultés à harmoniser les informations collectées par les différentes entités, comme la DGI (Direction Générale des Impôts), la DGD (Direction Générale des Douanes), et les entreprises extractives elles-mêmes. Cette désorganisation entraîne des écarts entre les données disponibles et la réalité des paiements effectués.

2. Zones Géographiques Concernées

Certaines régions sont particulièrement affectées par cette faible traçabilité. Ces zones incluent :

- Les régions minières artisanales, où la collecte de données reste limitée et peu systématique. Par exemple, dans des zones comme Colomine ou Bidzar, bien que des ressources aient été extraites, il manque des preuves suffisantes sur la commercialisation de l'or et du marbre, et les données sur la répartition des revenus sont incomplètes.

- Les régions éloignées, où l'infrastructure pour gérer les flux financiers et les paiements est insuffisante. Ces zones, principalement rurales, ne bénéficient pas toujours des technologies nécessaires pour effectuer un suivi efficace des paiements.

3. Répercussions de la Faible Traçabilité

Cette situation de faible traçabilité et de publication limitée des recettes engendre plusieurs conséquences :

- Visibilité réduite sur les revenus générés par les secteurs extractifs, en particulier dans les zones reculées.

- Risque élevé de flux financiers illicites, où les recettes échappent à l'enregistrement officiel. Ce phénomène est particulièrement visible dans le secteur minier artisanal, où les volumes de production ne sont souvent pas correctement enregistrés

- Perte de revenus fiscaux, estimée à 165 milliards FCFA pour les autorités fiscales, en raison de la non-tracabilité de certaines exportations, comme celles de l'or. Le rapport ITIE 2023 signale que des quantités non comptabilisées d'or ont été exportées, principalement vers des destinations comme les Émirats Arabes Unis, avec des pertes potentielles de recettes fiscales associées.

Pages du rapport ITIE 2023: 181-185



2. DÉSAGRÉGATION DES DONNÉES

La désagrégation des données est cruciale pour assurer que les informations sur les paiements et les flux financiers soient détaillées et compréhensibles. Le rapport ITIE 2023 recommande que chaque entreprise déclarante fournisse des données sur :

- La société concernée
- L'entité publique collectrice
- Le type de paiement effectué
- Le projet associé au paiement

Cela permet de garantir une transparence totale et une meilleure compréhension de la répartition des recettes entre les différents acteurs. Le rapport ITIE souligne également que cette désagrégation aide à identifier les flux financiers dans les différents secteurs extractifs, y compris l'exploitation du pétrole et des ressources minières.

Pages du rapport ITIE 2023 : 173-175

3. BASE ET PÉRIODE DE DÉCLARATION

Les bases de déclaration et la période de déclaration sont des éléments essentiels pour assurer la précision et la comparabilité des données financières. Le rapport ITIE 2023 précise que les entreprises publiques doivent déclarer les paiements effectués chaque année, en utilisant une période de déclaration uniforme, généralement pour une année civile. Les données doivent inclure toutes les informations pertinentes sur les redevances, taxes, et dividendes payés à l'État pendant la période spécifiée.

Pages du rapport : 160-163



4. QUALITÉ ET ASSURANCE DES DONNÉES

La qualité des données est essentielle pour garantir la transparence et la fiabilité des informations collectées. Le rapport indique que des audits externes sont menés pour vérifier l'exactitude des données et s'assurer que les paiements sont correctement déclarés. L'État, par le biais des régies financières, est responsable de garantir que les entreprises d'État fournissent des informations complètes et exactes sur les paiements. L'assurance des données repose sur des procédures d'audit rigoureuses, qui sont effectuées conformément aux normes comptables et d'audits internationales.

Pages du rapport : 175-180

5. PRATIQUES D'AUDIT ET ÉVALUATION DES PRATIQUES D'AUDIT DES ENTREPRISES D'ÉTAT

Le cadre de contrôle et d'audit appliqué aux entreprises d'État a été évalué en 2023. Le rapport ITIE révèle que les entreprises extractives ont été soumises à des audits externes, mais ces audits ne couvrent pas toujours l'intégralité des états financiers des entreprises publiques. La SNH, par exemple, publie ses rapports financiers et les fait auditer, mais d'autres entreprises publiques comme SONAMINES ne publient pas toujours leurs états financiers audités. Cela soulève des préoccupations concernant l'intégralité et la fiabilité des données financières disponibles.

L'Administrateur Indépendant recommande de renforcer les audits et d'améliorer la qualité des rapports financiers, notamment en veillant à ce que tous les flux financiers soient audités de manière transparente et en temps opportun.

Pages du rapport ITIE 2023 : 185-190

6. DIVULGATION DES ÉTATS FINANCIERS DES ENTREPRISES D'ÉTAT

Le rapport ITIE 2023 met en évidence les progrès réalisés par certaines entreprises publiques dans la publication de leurs états financiers. Ces efforts montrent un engagement croissant en faveur de la transparence et de la responsabilité. Toutefois, il a été noté qu'une part importante des entreprises d'État, en particulier celles opérant dans les secteurs minier et pétrolier, ne respectent pas encore pleinement les exigences de divulgation de leurs états financiers.

Cette situation soulève des préoccupations, car la non-publication complète des états financiers empêche une évaluation précise et transparente de la gestion des ressources extractives du pays. Afin de remédier à cette lacune, le rapport recommande un renforcement de la transparence, notamment par la publication systématique des états financiers de toutes les entreprises publiques.

Il est également suggéré d'établir un cadre juridique et institutionnel solide, qui impose aux entreprises d'État de rendre publiques leurs informations financières de manière régulière et accessible. Cela permettrait non seulement de renforcer la confiance du public dans la gestion des ressources extractives, mais aussi de garantir une meilleure responsabilité et une gouvernance plus rigoureuse dans la gestion des fonds publics.

Pages du rapport ITIE 2023: 170-175



8. RECOMMANDATIONS DE L'ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT

L'Administrateur Indépendant a formulé plusieurs recommandations pour améliorer la gestion des transactions des entreprises d'État :

- **Renforcer la transparence des transactions** : Une meilleure divulgation des états financiers et des rapports d'audit des entreprises publiques.
- **Améliorer les pratiques d'audit** : La mise en place de procédures d'audit plus rigoureuses, notamment pour les entreprises extractives non immatriculées.
- **Garantir l'exhaustivité et la fiabilité des données** : Un contrôle plus strict des rapports financiers et des paiements afin de limiter les écarts.
- **Mieux gérer les paiements en nature** : Assurer une valorisation précise des paiements en nature, en particulier dans le secteur pétrolier et minier.

Pages du rapport : 269-286

La transparence et la rigueur dans la gestion des transactions des entreprises d'État sont essentielles pour assurer une utilisation optimale des ressources extractives (pétrolières, gazières et minières) du Cameroun. Le rapport ITIE 2023 met en lumière des progrès dans la gestion des données financières, mais souligne également des défis importants à relever. La mise en œuvre des recommandations de l'Administrateur Indépendant permettra de renforcer la transparence, d'améliorer la qualité des audits, et d'assurer une meilleure gestion des recettes extractives pour le bien-être de la population camerounaise.



7. RÉSULTATS DES TRAVAUX DE RAPPROCHEMENT

Les travaux de rapprochement des données réalisés dans le cadre du rapport ITIE 2023 ont permis de vérifier la concordance entre les paiements effectués par les entreprises extractives et ceux enregistrés par l'État. Ces travaux sont essentiels pour garantir la transparence et la rigueur des informations financières relatives aux ressources naturelles.

Le rapport met en lumière que, bien que les écarts observés soient mineurs, certains paiements n'ont pas été correctement enregistrés ou ont été soumis avec des erreurs de déclaration. Ces écarts sont principalement dus à des inexactitudes administratives ou à l'absence de certaines informations essentielles. Par exemple, certaines entreprises n'ont pas fourni toutes les données relatives aux paiements effectués en nature ou à la répartition des paiements dans les différentes régions.

Face à ces résultats, l'Administrateur Indépendant recommande de renforcer les efforts pour améliorer la fiabilité des données collectées et assurer leur exactitude. Cela inclut la mise en place de mécanismes de contrôle supplémentaires, des audits plus réguliers et une meilleure coordination entre les entités collectrices de données (telles que la DGI, la DGD, et SONAMINES), afin de minimiser ces écarts et garantir une transparence totale dans la gestion des ressources naturelles du pays.

Pages du rapport ITIE 2023: 190-195



EITI 2023 REPORT

TRANSACTIONS RELATED TO STATE-OWNED ENTERPRISES

INTRODUCTION

Cameroon's public enterprises play a fundamental role in the exploitation of extractive resources (oil, gas, and minerals), particularly in the extractive sector. These companies, such as **SONAMINES (Société Nationale des Mines)** and **SNH (Société Nationale des Hydrocarbures)**, are responsible for managing extractive resources (oil, gas, and mining) and payments made to the state.

This note explains the main points relating to the collection of payments, their disclosure, and the agreed assurance procedures practiced by these state-owned enterprises in Cameroon.

1. SUBNATIONAL PAYMENTS

Subnational payments refer to revenues collected at the local level, mainly through taxes applied to extracted products. The EITI 2023 report describes these payments as occurring in two key areas:

1. Tax on the transport of quarry products: Each extractive company is required to pay a tax on extracted materials transported by road. This tax varies according to the capacity of the transport trucks, with amounts ranging from 1,000 to 3,000 CFA francs per trip, according to legal specifications.

2. Other municipal taxes: These taxes mainly concern quarry operations, with revenues intended to be used to support local communities affected by mining.

However, there are difficulties in systematizing these payments due to their low traceability and limited publication of revenues in certain regions. Indeed, the EITI 2023 report highlighted several challenges relating to the low traceability of revenues generated by state-owned enterprises, as well as limited publication of financial data, particularly in the regions. This situation is the result of several factors that constrain the transparent management of extractive resources.

1. Causes of poor traceability

The report highlights that the traceability of payments is insufficient due to:

● **Lack of centralized tracking mechanisms:** Payments made by companies are not always properly centralized, which prevents effective tracking of revenues generated.

● **Absence of clear and harmonized regulations:** Certain local practices in mining regions, particularly artisanal mining, escape the usual traceability mechanisms. For example, some of the revenues from artisanal gold mining and other minerals are not properly documented or recorded.

● **Coordination issues between data collection entities:**

There are difficulties in harmonizing the information collected by different entities, such as the DGI (Directorate General of Taxes), the DGD (Directorate General of Customs), and the extractive companies themselves. This disorganization leads to discrepancies between the available data and the actual payments made.

2. Geographic Areas Affected

Certain regions are particularly affected by this lack of traceability. These areas include:

● Artisanal mining regions, where data collection remains limited and unsystematic. For example, in areas such as Colomine or Bidzar, although resources have been extracted, there is insufficient evidence of gold and marble trading, and data on income distribution is incomplete.

● Remote areas, where the infrastructure for managing financial flows and payments is insufficient. These mainly rural areas do not always have the technology needed to effectively track payments.

3. Impact of Poor Traceability

This situation of low traceability and limited publication of revenues has several consequences:

● Reduced visibility of revenues generated by extractive industries, particularly in remote areas.

● High risk of illicit financial flows, where revenues escape official recording. This phenomenon is particularly visible in the artisanal mining sector, where production volumes are often not properly recorded.

● Loss of tax revenue, estimated at 165 billion CFA francs for the tax authorities, due to the untraceability of certain exports, such as gold. The EITI 2023 report notes that unaccounted quantities of gold have been exported, mainly to destinations such as the United Arab Emirates, with associated potential losses of tax revenue.

Pages of the EITI 2023 report: 181-185

2. DATA DISAGGREGATION

Data disaggregation is crucial to ensuring that information on payments and financial flows is detailed and understandable. The EITI 2023 report recommends that each reporting company provide data on:

- The company concerned
- The collecting public entity
- The type of payment made
- The project associated with the payment

This ensures full transparency and a better understanding of how revenues are distributed among the various actors. The EITI report also emphasizes that this disaggregation helps identify financial flows in the various extractive sectors, including oil and mineral resource exploitation.

Pages of the EITI Report 2023: 173-175

3. BASIS AND REPORTING PERIOD

The reporting basis and reporting period are essential elements in ensuring the accuracy and comparability of financial data. The EITI Report 2023 specifies that public companies must report payments made each year, using a uniform reporting period, generally for a calendar year. The data must include all relevant information on royalties, taxes, and dividends paid to the state during the specified period.

Report pages: 160-163



4. DATA QUALITY AND ASSURANCE

Data quality is essential to ensuring the transparency and reliability of the information collected. The report states that external audits are conducted to verify the accuracy of the data and ensure that payments are correctly reported. The state, through its financial authorities, is responsible for ensuring that state-owned enterprises provide complete and accurate information on payments. Data assurance is based on rigorous audit procedures, which are carried out in accordance with international accounting and auditing standards.

Report pages: 175-180

5. AUDIT PRACTICES AND ASSESSMENT OF AUDIT PRACTICES OF STATE-OWNED ENTERPRISES

The control and audit framework applied to state-owned enterprises was evaluated in 2023. The EITI report reveals that extractive companies are subject to external audits, but these audits do not always cover the entire financial statements of public companies. SNH, for example, publishes its financial reports and has them audited, but other public companies such as SONAMINES do not always publish their audited financial statements. This raises concerns about the completeness and reliability of the available financial data.

The Independent Administrator recommends strengthening audits and improving the quality of financial reporting, in particular by ensuring that all financial flows are audited in a transparent and timely manner.

Pages of the EITI 2023 report: 185-190

6. DISCLOSURE OF FINANCIAL STATEMENTS OF STATE-OWNED ENTERPRISES

The EITI 2023 report highlights the progress made by some state-owned enterprises in publishing their financial statements. These efforts demonstrate a growing commitment to transparency and accountability. However, it was noted that a significant proportion of state-owned enterprises, particularly those operating in the mining and oil sectors, do not yet fully comply with financial statement disclosure requirements.

This situation raises concerns, as the failure to publish complete financial statements prevents an accurate and transparent assessment of the country's management of extractive resources. To address this shortcoming, the report recommends strengthening transparency, in particular through the systematic publication of the financial statements of all state-owned enterprises.

It also suggests establishing a robust legal and institutional framework that requires state-owned enterprises to disclose their financial information on a regular and accessible basis. This would not only strengthen public confidence in the management of extractive resources, but also ensure greater accountability and more rigorous governance in the management of public funds.

Pages from the EITI Report 2023: 170-175



8. RECOMMENDATIONS OF THE INDEPENDENT ADMINISTRATOR

The Independent Administrator has made several recommendations to improve the management of state-owned enterprise transactions:

- **Enhance transaction transparency:** Improve disclosure of financial statements and audit reports for public enterprises.
- **Improve audit practices:** Implement more rigorous audit procedures, particularly for unregistered extractive companies.
- **Ensure data completeness and reliability:** Stricter control of financial reports and payments to limit discrepancies.
- **Better management of payments in kind:** Ensure accurate valuation of payments in kind, particularly in the oil and mining sectors.

Report pages: 269-286

Transparency and rigor in the management of state-owned enterprise transactions are essential to ensure the optimal use of Cameroon's extractive resources (oil, gas, and minerals). The EITI 2023 report highlights progress in financial data management, but also points to significant challenges that remain. Implementing the Independent Administrator's recommendations will enhance transparency, improve the quality of audits, and ensure better management of extractive revenues for the well-being of the Cameroonian people.

7. RESULTS OF THE RECONCILIATION WORK

The data reconciliation work carried out as part of the EITI 2023 report made it possible to verify the consistency between payments made by extractive companies and those recorded by the government. This work is essential to ensure the transparency and accuracy of financial information relating to natural resources.

The report highlights that, although the discrepancies observed are minor, some payments were not correctly recorded or were submitted with reporting errors. These discrepancies are mainly due to administrative inaccuracies or the absence of certain essential information. For example, some companies did not provide all the data relating to payments made in kind or the distribution of payments across different regions.

In light of these findings, the Independent Administrator recommends strengthening efforts to improve the reliability of the data collected and ensure its accuracy. This includes the implementation of additional control mechanisms, more regular audits, and better coordination between data collection entities (such as the DGI, DGD, and SONAMINES) in order to minimize these discrepancies and ensure full transparency in the management of the country's natural resources.

Pages of the EITI 2023 report: 190-195

